



F. REIDE - 10, rue de Solférino
C.C.P. Paris 13.922-66

10, Rue de Solférino, 10
Tél. 783-21-38

Bulletin d'information

du Syndicat C.G.T. des Personnels Techniques et Administratifs
du Centre National de la Recherche Scientifique

BULLETIN MENSUEL N° 92

FEVRIER 1967

S O M M A I R E

- | | |
|---------------------------------------|--|
| I Les Revendications | IV Les attaques du Gouvernement à l'encontre du CNRS |
| II Les Commissions Paritaires | V Informations diverses |
| III Echos des Reprises de Cartes 1967 | |

LES REVENDICATIONS

Les textes prévoyant l'intégration des ouvriers d'Etat et les modifications statutaires de notre cadre sont toujours aux Finances pour signature !... Comme après ce Ministère le circuit des signatures est loin d'être terminé : Recherche Scientifique, Education Nationale, Fonction Publique, Premier Ministre... nous ne pouvons que constater la nécessité de relancer l'action des personnels afin d'activer la sortie de nos textes.

En effet par ces modifications statutaires nos revendications sont loin d'être satisfaites. Analysant l'action passée, les résultats obtenus et compte tenu de l'évolution du CNRS et de l'importance grandissante de la Recherche Scientifique notre X^e CONGRES a estimé le moment venu de réclamer :

- De lutter pour l'amélioration des retraites IPACTE - IGRANTE.
- L'implantation au CNRS d'une véritable politique des Oeuvres Sociales avec les moyens budgétaires en locaux et en personnel que cela exige.

Ceci dans la perspective de faire évoluer notre cadre actuel vers un cadre permanent des personnels du CNRS.

Ces propositions ont fait l'objet de discussions avec nos partenaires de l'Intersyndicale afin de mettre sur pied au plus vite les prochaines revendications. Encore faudrait-il que "la route soit dégagée" par la signature des textes actuellement aux Finances.

Il nous faut donc dans les sections manifester notre impatience par des actions multiples, délégations, réunions etc.. afin d'activer la parution des textes qui, sans cela, traîneront encore un certain temps..

LES COMMISSIONS PARITAIRES

Au moment où paraîtra notre journal, les Commissions Paritaires seront terminées. (20.1. catégories A - 24.1. catégories D - 25.1. catégories C - 27.30.31.1. et 2 février : catégories B - 3.février : intergroupes).

Nous donnons ici pour informations le nombre de possibilités d'inscription sur les listes d'aptitude.

2A en 1A : 20	Catégories C : illimité
3A en 2A : 24	2D en 1D : 0
1B, 1C en 3A : 6	3D en 2D : 12*
2E en 1E : 59	4D en 3D : 12
3B en 2B : 19	5D en 4D : 32
4B- 5E en 3B : 28	6D en 4D : 1
6B en 5B : 150	6D en 5D : 4
Petites catégories B : illimité	(* dont 4 au 1.1.66)

Nos adhérents, ou collègues nous ayant fait parvenir un dossier, ont reçu immédiatement toutes les informations concernant leur promotion d'échelon ou de catégorie. Nous publierons comme d'habitude les résultats globaux et leur analyse dans notre prochain bulletin, cependant l'analyse des dossiers nous entraîne aux observations suivantes :

Les difficultés croissantes pour l'inscription sur les listes d'aptitude (conséquences de l'insuffisance des créations de postes), l'insuffisance quasi-générale des dossiers officiels devraient insister, nos adhérents et les collègues nous faisant confiance, à nous remettre en temps et heure utiles des dossiers complémentaires, les doubles de notation dûment remplis. Il y a certes beaucoup de progrès à réaliser dans ce domaine et entre autre sur le plan des sections. Ainsi les succès importants que nous avons enregistré pour les dossiers nous ayant été confiés auraient pu être plus complets encore.

ECHOS DES REPRISES DE CARTES "1967"

Les Sections dont le développement s'était manifesté par une bonne activité syndicale en 1966 ont vu leurs efforts concrétisés par l'adhésion de nombreux collègues.

Partant de l'analyse des diverses réunions de reprise de cartes une place de choix revient incontestablement à notre Section du Quai A. France. Porte il y a quelques années d'une dizaine d'adhérents, nos syndiqués et militants ont fait courageusement et avec opiniâtreté connaître la C.G.T. au siège même du C.F.R.S. Ces efforts ont été récompensés par des adhésions de plus en plus nombreuses qui ont permis entre autre en 1966 une excellente activité syndicale et intersyndicale pour la défense des intérêts des personnels de l'Administration Centrale et de la Documentation (en particulier la parution de 3 Bulletins riches dans le contenu et la présentation).

La reprise des cartes 1967 organisée entre 12 h et 14 h avec un Sandwich-Débat par nos Camarades du Quai A rencontré un vif intérêt dans le personnel puisque 45 personnes étaient présentes. Il apparaît donc que les efforts payent et que le personnel du Quai A de plus en plus conscient de ceux qui sont leurs meilleurs défenseurs.

A l'Institut du Cancer, 30 présents et une excellente discussion sur les problèmes particuliers à Villejuif ; à l'Institut d'Optique 10 présents, débat sur la prime et les contrats. A Bellevue deuxième section de notre syndicat, une centaine de présents, notons qu'à l'heure actuelle cette section a fait une trentaine d'adhésions nouvelles et que ses dirigeants ont l'intention de prendre la première place actuellement détenue par Orsay avec 210 adhérents !..

Au C.E.S. : 40 présents avec un débat très animé sur les contrats et l'emploi des vacataires à temps plein. A l'Institut Blaise Pascal 50 présents et, partant enfin une activité qui s'affirme : Institut Pasteur, Thiais, les Observatoires, etc..

Chacun doit avoir à cœur d'apporter pour 1967 "son nouvel adhérent" afin de donner, sans discussion à notre syndicat, en effectif la place qu'il a conquise par son action inlassable pour la défense des intérêts de tous les travailleurs du C.F.R.S.

LES ATTAQUES CONTRE LE C.N.R.S.

Poursuivant sa politique en matière de Recherche Scientifique le gouvernement gaulliste vient en toute hâte !.. et grâce à sa majorité d'"inconditionnels" de créer trois nouveaux organismes de Recherche : l'Agence Nationale de Valorisation de la Recherche (ANVAR), le Centre National d'Exploitation des Océans (CNEOX) et l'Institut d'informatique et d'Automatique (IRIA).

Nous ne pouvons que constater en cette occasion, qu'une fois de plus, ce gouvernement et sa majorité ont ainsi mis en application des revendications du CNPF en matière de recherche.

En effet non seulement la création de ces organismes correspond aux vœux émis par le CNPF dans sa dernière analyse d'orientation économique, mais ils ont été immédiatement dotés d'un conseil d'administration uniquement nommé permettant ainsi d'y appliquer la politique choisie sans aucune opposition.

Certe nous ne nions pas la nécessité d'une puissante industrie Nationale de calculateurs électroniques mais n'est-ce pas ce régime politique qui a brisé BULL et permis que cette Société passe aux mains de sociétés américaines ?.. pour soutenir ensuite une filiale de la CSF et de la CGE !.. La création de l'IRIA dans ce contexte vient compléter harmonieusement une politique directement et uniquement orientée par la grande industrie vers le plus grand profit.

Pour l'ANVAR il en est de même. Il s'agit en effet d'utiliser le seul organisme en France ayant un valable "Bureau des brevets" c'est-à-dire le CNRS !.. et l'utiliser au sens le plus large, puisque l'on ne se contentera pas de le piller, mais aussi de prélever sur son budget les sommes nécessaires à la constitution du capital de l'agence.

La constitution du CNEOX met aussi en évidence les cadeaux faits au Capital et en l'occurrence plus particulièrement aux trusts du Pétrole par les moyens qui leur seront dispensés, par cet organisme, pour la recherche en mer.

L'ANVAR, le CNEOX, l'IRIA avaient leur place au sein du CNRS ; cela nous apparaît plus évident sachant que le gouvernement a demandé au "Comité National" du CNRS de faire les études préalables. Le pouvoir a donc délibérément choisi d'utiliser le CNRS et les moyens de Recherche publique pour satisfaire les intérêts privés de quelques grands Trusts.

Le Colloque de Caen qui groupait plus de 110 représentants du pouvoir ou de l'industrie en est une autre manifestation puisqu'il s'agissait de trouver les voies permettant d'aller plus loin dans cette entreprise de subordination des moyens de Recherche aux intérêts privés.

Toutes ces mesures montrent combien il est urgent de lutter plus efficacement, pied à pied, contre toutes les tentatives du pouvoir dans ce domaine. Il s'agit moins de présenter des "contre plans" utopiques que d'organiser l'action unie de tous les travailleurs scientifiques. Il est possible de faire reculer le pouvoir et l'exemple de la Faculté des Sciences d'ORSAY est très significatif à cet égard...

En cours d'année budgétaire une "rallonge financière" importante a dû être octroyée à la suite d'une décision prise à l'unanimité ; Doyen compris, par le Conseil de Faculté et soutenue par l'ensemble des organisations syndicales, afin d'éviter la fermeture de la Faculté par manque de crédits de fonctionnement.

Il est possible de "freiner" cette politique mais il faut bien avoir conscience que rien ne sera résolu d'une manière fondamentale tant que les intérêts égoïstes des monopoles commanderont la politique gouvernementale.

Seul un régime démocratique, où les grandes sociétés privées seront nationalisées, permettra véritablement à la Recherche Scientifique de se développer conformément à l'intérêt National avec des moyens suffisants.

PAGE Gabriel

INFORMATIONS

LA GREVE DU 1er FEVRIER

Au moment où ce Bulletin est décidé, la grève d'ampleur Nationale vient de se dérouler, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T., et de la F.E.N. L'ampleur de ce mouvement a été tel dans tout le pays qu'il constitue un avertissement sérieux des travailleurs hostiles à la politique économique et sociale du gouvernement.

Au C.N.R.S., nos Camarades F.O. ont appelé à la grève au niveau de l'Intersyndicale.

Dans de nombreux établissements, tous les Syndicats des Techniciens et Administratifs, d'ouvriers, et de chercheurs, y compris le syndicat C.G.C. des Chercheurs (SNIRS) appelaient également à la grève.

très

Celle-ci a été massivement suivie dans les laboratoires et les facultés et, n ce qui concerne la Manifestation Parisienne, la présence de techniciens, ouvriers, et chercheurs en nombre nettement plus importants que pour le 17 MAI atteste de l'écho profond de ce mouvement dans nos établissements.

LA COMMISSION des OEUVRES SOCIALES du CNRS

Cette Commission vient de se réunir pour la première fois, le 27 janvier, en présence de Messieurs JACQUINOT et LASRY.

Notre prochain Bulletin examinera en détail cette réunion et les engagements qui y ont été pris par la Direction.

Disons dès maintenant qu'un bon départ a été pris.

Les TEXTES RELATIFS aux EPREUVES PROFESSIONNELLES
pour les PROMOTIONS des ADMINISTRATIFS

L'Intersyndicale poursuit les contacts avec le C.N.R.S. au sujet de l'élaboration de ces textes.

Une réunion avec l'Administration a lieu à propos du projet du C.N.R.S. et des remarques des organisations syndicales le 6 février 1967.